



UNITÉ

Le Pour Vous

➤ L'INFO KWEZI

Mercredi 5 février 2025

"J'ai honte du traitement réservé à Mayotte"

POLICE : LINDA KEBBAB DÉNONCE DES CONDITIONS INDIGNES POUR LES POLICIERS À MAYOTTE, UN TERRITOIRE QU'ELLE ESTIME ABANDONNÉ PAR L'ÉTAT

Invitée sur BFMTV, Linda Kebbab, Secrétaire Nationale du syndicat UNITÉ Police, dénonce les conditions de travail des policiers à Mayotte.

Entre salaires insuffisants, logements inaccessibles et inégalités avec les gendarmes, elle décrit un département oublié par l'Etat. Face à ce constat accablant, elle exhorte les autorités à agir sans tarder.

Linda Kebbab ne mâche pas ses mots. Elle exprime une indignation profonde face au manque de reconnaissance des policiers en poste à Mayotte. Elle affirme ne pas avoir eu **"le sentiment d'être dans un département français"**, mais plutôt dans un territoire délaissé par la République.

Pour elle, l'un des points choquants mis en lumière dans son interview concerne les policiers empêchés de rejoindre leur service à cause du cyclone. Non seulement ils ont vu leurs jours décomptés comme des absences injustifiées, mais certains auraient été même menacés d'une enquête administrative.

Mayotte est un archipel où le coût de la vie est particulièrement élevé. Linda Kebbab pointe une inégalité de traitement entre policiers et gendarmes : Le loyer d'un T3 correct coûte 1 600 euros, alors qu'un policier adjoint gagne à peine le SMIC.

Elle explique que contrairement aux gendarmes, les policiers ne

bénéficient pas d'aides suffisantes pour se loger.

"Les gendarmes ont une indemnité vie chère de 90%, contre seulement 40% pour les policiers." précise la responsable syndicale.

Pour elle, cette situation est intenable et trahit un abandon institutionnel des forces de l'ordre sur place.

Selon Linda Kebbab, les décisions prises à Paris sont éloignées des réalités du terrain.

Elle dénonce une administration locale qui semble fonctionner selon ses propres règles, avec une hiérarchie peu préoccupée par le sort des policiers.

Elle insiste pourtant sur le travail titanesque des agents sur place. Elle prend exemple du GAO, **"une unité chargée d'extraire des criminels en situation irrégulière des bidonvilles et de les remettre à la justice pour expulsion"**, elle décrit des conditions de travail difficiles et évoque des blessures régulières en opération.

Linda Kebbab pousse son analyse pour justifier, selon elle, l'abandon de l'Etat plus loin en comparant les investissements de l'Etat dans les Outre-mer : **"l'Etat investit, 40 euros par habitant à Mayotte contre 90 euros à La Réunion et 240 euros en Martinique"**

Un écart frappant qui, selon elle, illustre le manque d'engagement du gouvernement pour Mayotte.

Son constat est brutal : **"J'ai eu le sentiment d'être dans une colonie, et pas dans un département"**



français."

À travers son intervention, Linda Kebbab ne se contente pas de dresser un état des lieux dramatique : elle interpelle directement les autorités. Elle appelle à une prise de conscience urgente et à des politiques publiques à la hauteur des défis de Mayotte.

Pour elle, la France doit être digne de son territoire et cesser de fermer les yeux sur la détresse des policiers et des habitants de l'île.

Des propos qui détonnent clairement avec ceux de UNSA Police venu quelques jours plus tôt à la rencontre des policiers mahorais.

De son côté le DTPN, Patrick Longuet contacté par la rédaction précise "être soucieux de la liberté syndicale et précise ne pas avoir pour habitude de commenter les propos des organisations syndicales."

Nadjim El Farouk